



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



Programme de Certification

Entreprises de Travaux Hyperbares (mentions A et D) et Entreprises de Travail Temporaire (délégant des travailleurs hyperbares)

PRO – CERT – ProgCertEntHyp – V3

MàJ du 2/04/2024



Accréditation N° 5-0604
Portée disponible sur www.cofrac.fr

Validation		
Nom	Fonction	E-mail
Jean-Marc Ferrand	Président	jm.ferrand@aiocertification.com
Didier Ansel	Directeur Général	d.ansel@aiocertification.com



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



Préambule

La certification des entreprises de travaux hyperbares mention A et/ou D (et entreprises de travail temporaire dans le même domaine) délivrée après audit par AIO Certification suit les différentes règles et processus décrits dans le présent programme de certification, ainsi que les règles décrites dans le contrat passé avec AIO Certification.

L'accès au processus de certification n'est pas conditionné par la taille du client ou son appartenance à une association ou un groupe, de même que la certification n'est pas conditionnée par le nombre de certifications déjà délivrées.
Nous pouvons refuser d'accepter une demande de certification ou de ratifier un contrat de certification avec un client quand il existe des raisons fondamentales ou avérées, par exemple un client participant à des activités illégales ou ayant des antécédents de non-conformités réitérées à des exigences de produit/de certification ou autres problèmes similaires en rapport avec le client.

Vous pouvez obtenir des informations complémentaires en contactant AIO :

Par courrier électronique : contact@aiocertification.com

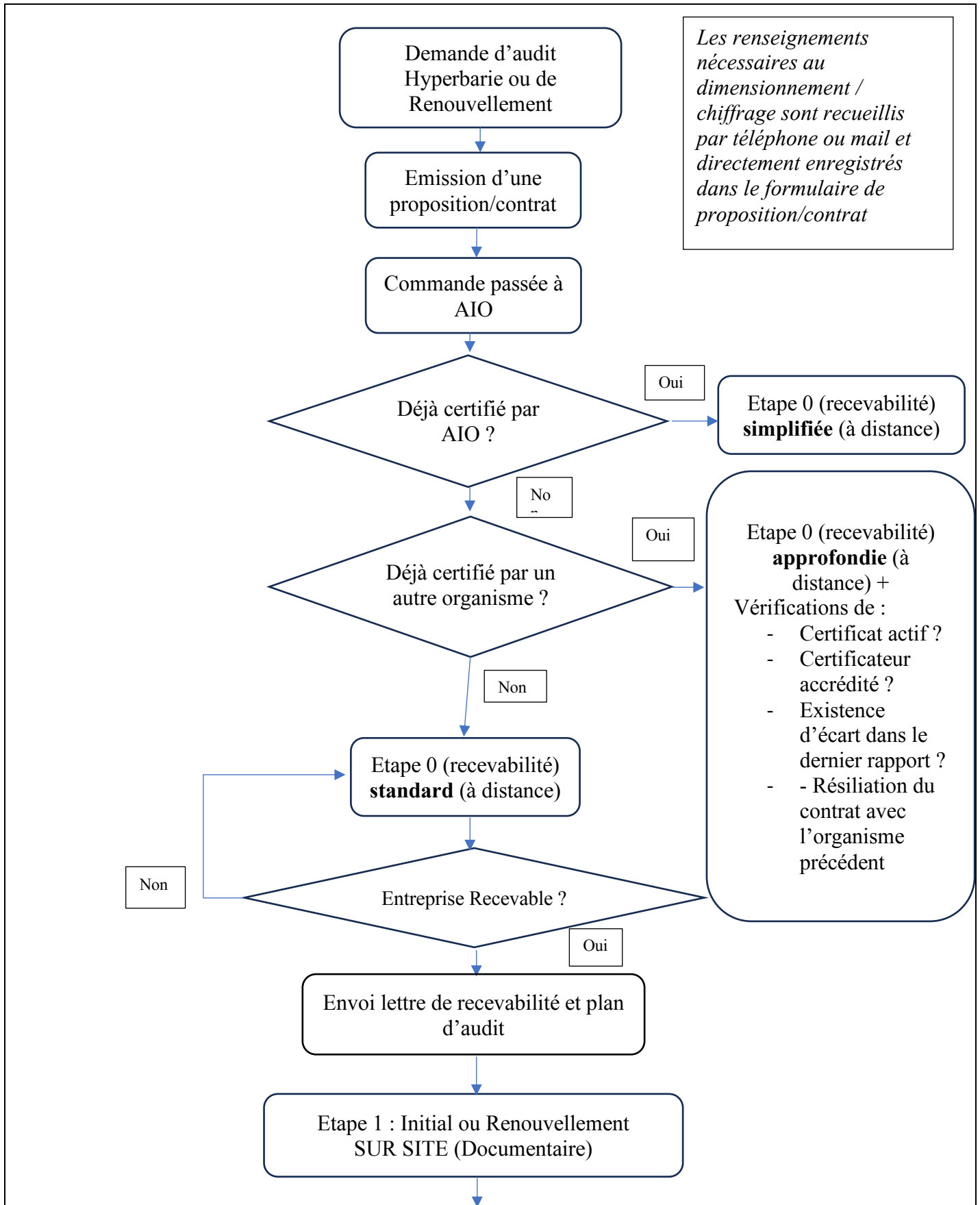
Par courrier postal : 27 rue Maurice Flandin - 69003 Lyon

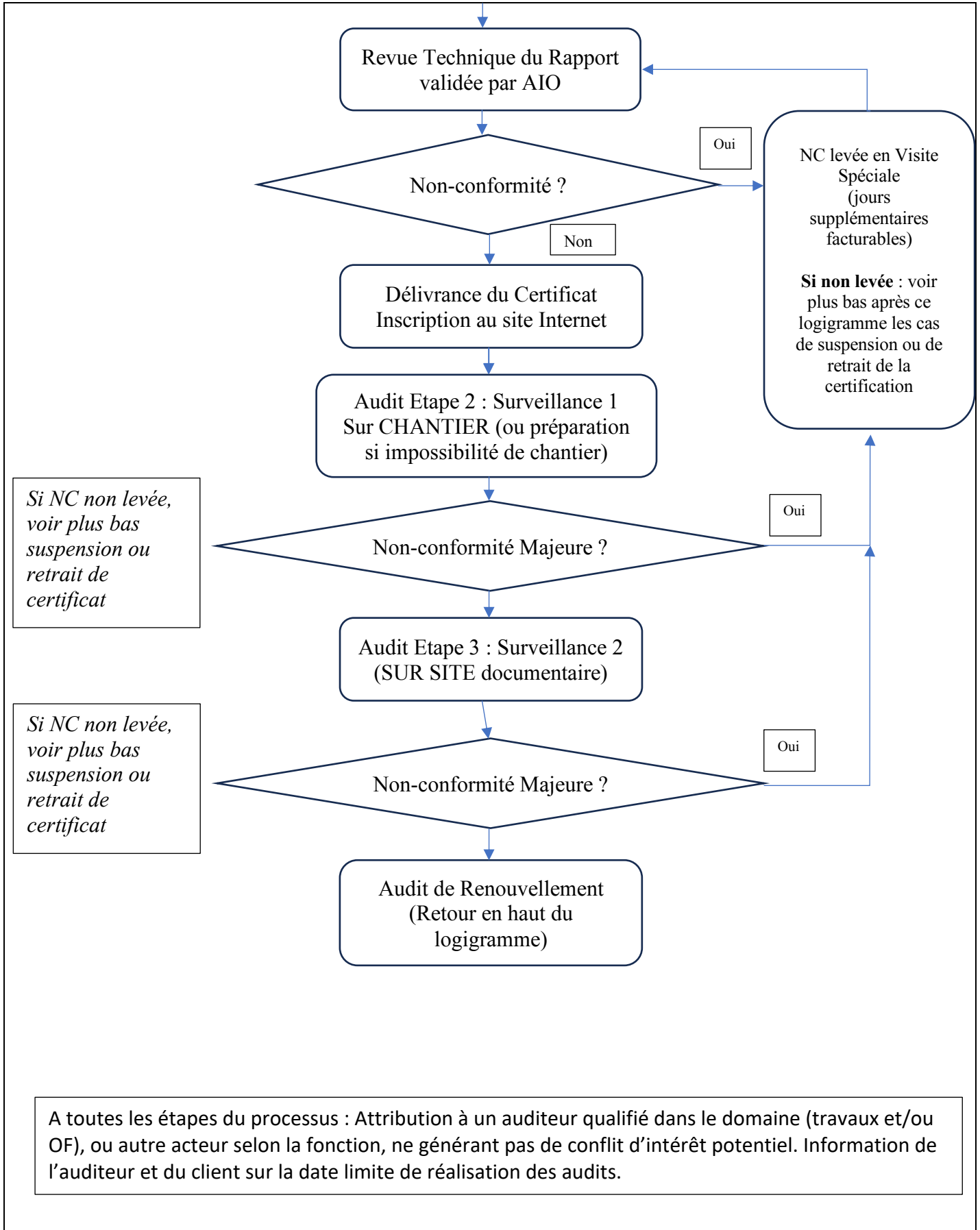
Sommaire

1 – Procédure Générale de Certification	3
2– Périodicité des audits :	6
3– Dimensionnement des audits :	8
4– Référentiel d'audit :	10
5– Règles d'Audit :	19
6– Conditions générales chez AIO Certification :	21
7– Accréditation COFRAC :	24
8– Plaintes et réclamations :	24
9– Sélection des auditeurs :	25
10– Maîtrise du conflit d'intérêt et du respect des règles du programme de certification :	25
11– Utilisation des logos :	26
12– Modalités de transfert de la certification :	27
13– Reprise de certification :	27
14– Gestion des modifications/changements :	28



1 – Procédure Générale de Certification





**Causes de suspension de la certification (liste non exhaustive) :**

- Non-conformité majeure en visite de surveillance
- Non-respect des échéances réglementaires des visites d'audit
- Risque majeur non maîtrisé ou non-conformité réglementaire majeure lors d'un audit de chantier
- Non-respect ponctuel des règles d'audit/contrat et/ou de comportement pendant l'audit

Conséquences d'une Suspension (jusqu'à la démonstration que la suspension peut être levée) :

- Envoi d'un courrier (e-mail) par AIO
- Transfert de l'entreprise dans la liste « certificats suspendus » sur le site internet AIO
- Interdiction à l'entreprise de réaliser des travaux en mention A ou D
- Interdiction à l'entreprise de faire référence à sa certification dans ses communication (obligation de signaler sa suspension)

Cas de retrait de certification :

- Non-conformité majeure non levée lors de la visite spéciale
- Suspension non levée avant la visite suivante
- Non-respect majeur des règles d'audit/contrat/programme de certification
- Transmission/Présentation d'élément de preuve, document falsifié
- Non-paiement de la facture de prestation précédente
- Non planification due au client, de l'audit de renouvellement dans les délais réglementaires (étape 0 non commencée, dans un délai de 2 mois avant l'échéance du certificat précédent)
- Références erronées au programme de certification ou une utilisation trompeuse, des certificats, des marques ou de tout autre dispositif relatif à la certification, figurant dans la documentation ou d'autres outils publicitaires, n'ayant pas fait l'objet d'une correction efficace.

Conséquences d'un Retrait :

- Envoi d'un courrier (e-mail) par AIO
- Transfert de l'entreprise dans la liste « certificats retirés » sur le site internet AIO
- Information de la DGT
- Interdiction à l'entreprise de réaliser des travaux en mention A ou D
- Interdiction à l'entreprise de faire référence à sa certification dans ses communication (obligation de signaler sa suspension)
- Obligation pour l'entreprise de supprimer dans sa documentation (quel que soit le mode) toute référence à sa certification et à AIO Certification, et de détruire les supports existants ou figurent ces références
- Un nouveau cycle COMPLET de certification pourra-t-être redémarré, avec AIO ou un autre cabinet accrédité par le COFRAC

Cas d'une étape 0 (Recevabilité) non satisfaisante :

Lorsque l'étape 0 n'est pas satisfaisante, un courrier de non recevabilité est envoyée à l'entreprise par courrier.

L'entreprise peut soit arrêter le processus de certification (l'étape 0 lui sera facturée), soit décider de continuer.

Dans ce cas, l'étape 0 se reproduira aussi longtemps que l'entreprise n'est pas recevable. Chaque nouvelle étape 0 est facturable.



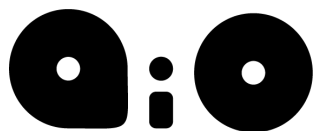
CERTIFICATION La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



2- Périodicité des audits :

Entreprises de Travaux Hyperbares mention A ou D :

Etapes	Type d'audit	Délai maximum	
Réception d'un dossier de recevabilité COMPLET		15 jours	
Etape 0	Documentaire à distance		
	Déclaration de recevabilité		
Etape 1	Documentaire sur site	9 mois	4 ans
	Délivrance du certificat		
Etape 2	Chantier	12 mois	
Etape 3	Documentaire sur site	18 mois	
Audit de Renouvellement	Etape 0 + Etape 1	Démarrage 4 ans moins 2 mois après la date d'émission du certificat	
Durée de validité du certificat : 4 ans (sauf suspension ou retrait)			



Entreprises de Travail Temporaire délégrant des travailleurs temporaires hyperbares mention A ou D :

Etapes	Type d'audit	Délai maximum	
Réception d'un dossier de recevabilité COMPLET		15 jours	
Etape 0	Documentaire à distance		
	Déclaration de recevabilité		
Etape 1	Documentaire sur site	9 mois	4 ans
	Délivrance du certificat		
Etape 2	Documentaire sur site	18 mois	
Etape 3	Documentaire sur site	18 mois	
Audit de Renouvellement	Etape 0 + Etape 1	Démarrage 4 ans moins 2 mois après la date d'émission du certificat	
Durée de validité du certificat : 4 ans (sauf suspension ou retrait)			



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



3– Dimensionnement des audits :

Dimensionnement des audits :

1 - Entreprise réalisant des travaux hyperbares (mention A ou D) :

1.1 Entreprise « Mono-site », c'est à dire :

- Soit un établissement localisé sur un seul lieu géographique, et gérant de façon centralisée l'ensemble des éléments prescrits par le texte de référence
- Soit un établissement gérant de façon centralisée l'ensemble des éléments prescrits par le texte de référence, mais utilisant des « antennes locales », fixes ou mobiles ne servant que de points de départ aux équipes de chantier

Les effectifs à prendre en compte étant des « ETP » (équivalents temps plein) disposant d'un CAH à jour dans la mention concernée, et intervenant sur le territoire français.

L'entreprise est-elle déjà certifiée vis à vis d'un système de management de la santé et de la sécurité au travail intégrant des exigences de conformités réglementaires et de maîtrise opérationnelle des risques ? (ex : ISO 45001 ; OHSAS 18001 ; MASE ; IMCA...). Le dernier rapport d'audit sera demandé et il ne devra pas faire apparaître de Non-Conformité Majeure ni mineure non traitée, dans le domaine des exigences de notre texte de référence	
Oui	Non
Etape « 0 » : 1/4 journée	Etape « 0 » : ½ journée
Etapes 1 à 3	
1 < effectif < 50 intervenants CAH : 1 jour	1 < effectif < 50 intervenants CAH : 1 jour
50 < effectif < 70 intervenants CAH : 1,5 jours	50 < effectif < 100 intervenants CAH : 2 jours
70 < effectif < 100 intervenants CAH : 2 jours	Effectif > 100 intervenants CAH : 3 jours
Effectif > 100 intervenants CAH : 3 jours	
Cas particulier des entreprises demandant un audit groupé mention A + mention D : le dimensionnement de base pour les entreprises « 1 < effectif < 50 intervenants CAH », sera de 1,5 jours pour les étapes 1 et 3. Si effectif supérieur, multiplier les données des tableaux ci-dessus par 1,5.	

Pour les audits de renouvellement et les audits de reprise, la maturité du système sera prise en compte, sans que les durées par étape soient inférieures à 1 journée + rapport pour l'étape 1 et 1 journée rapport compris pour les étapes 2 et 3.

Pour les extensions d'audit réalisés lors d'une reprise (exemple d'un client déjà certifié chez AIO certification en « A », et désirant rajouter la mention « D », s'ajoutera à la journée d'audit « classique », ½ journée d'audit « spécifique « mention D », de plus, un audit de chantier « mention D » sera ajouté au cycle « standard ».



CERTIFICATION La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs

1.2 Entreprise « Multi-Sites », c'est à dire plusieurs sites, et ne remplissant pas les conditions énoncées au 1.1

Si cette configuration est retenue, elle sera mentionnée, avec le nom des sites, dans le contrat commercial et sera reprise dans les certificats le cas échéant.

Les effectifs à prendre en compte étant des « ETP » (équivalents temps plein) : les règles du 1.1 s'appliquent, mais un échantillonnage des différents sites s'ajoutera aux durées minimum, selon les règles suivantes :

Audit initial : la taille de l'échantillon est la racine carrée du nombre total de sites ($y=\sqrt{x}$), arrondi au nombre entier supérieur, étant entendu que y = le nombre de sites échantillonné et x = le nombre total de sites.

Audit de surveillance : la taille de l'échantillon annuel est la racine carrée du nombre total de sites multipliée par 0,6 ($y=0,6\sqrt{x}$), arrondie au nombre entier supérieur.

Audit de re-certification : la taille de l'échantillon est la même que pour un audit initial. Néanmoins, si le système de management a prouvé son efficience au cours du cycle de certification, la taille de l'échantillon pourra être réduite à $y=0,8\sqrt{x}$, arrondie au nombre entier supérieur.

La fonction centrale doit être auditée durant la certification initiale, lors de chaque audit de re-certification et au moins une fois par année civile dans le cadre de la surveillance.

Pour les audits de renouvellement, la maturité du système sera prise en compte, sans que les durées par étape soient inférieures à 1 journée + rapport pour l'étape 1 et 1 journée rapport compris pour les étapes 2 et 3.

2 - Entreprise de travail temporaire délégant des travailleurs réalisant des travaux hyperbares (mention A ou D) :

2.1 Entreprise « Mono-site », c'est à dire :

- Soit un établissement localisé sur un seul lieu géographique, et gérant de façon centralisée l'ensemble des éléments prescrits par le texte de référence
- Soit un établissement gérant de façon centralisée l'ensemble des éléments prescrits par le texte de référence, mais utilisant des « antennes locales », fixes ou mobiles ne servant que de points de départ aux équipes de chantier

Les effectifs à prendre en compte étant des « ETP » (équivalents temps plein)

L'entreprise est-elle déjà certifiée vis à vis d'un système de management de la santé et de la sécurité au travail intégrant des exigences de conformités réglementaires et de maîtrise opérationnelle des risques ? (ex : ISO 45001 ; OHSAS 18001 ; MASE ; IMCA...). Le dernier rapport d'audit sera demandé et il ne devra pas faire apparaître de Non-Conformité Majeure ni mineure non traitée, dans le domaine des exigences de notre texte de référence	
Oui	Non
Etape « 0 » : 1/4 journée	Etape « 0 » : 1/4 journée
Etapes 1 à 3	
Quel que soit l'effectif : 1 jour	

2.2 Entreprise « Multi-Sites », c'est à dire plusieurs sites, et ne remplissant pas les conditions énoncées au 1.1



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



Si cette configuration est retenue, elle sera mentionnée, avec le nom des sites, dans le contrat commercial et sera reprise dans les certificats le cas échéant.

Les effectifs à prendre en compte étant des « ETP » (équivalents temps plein) : les règles du 1.1 s'appliquent, mais un échantillonnage des différents sites s'ajoutera aux durées minimum, selon les règles suivantes :

Audit initial : la taille de l'échantillon est la racine carrée du nombre total de sites ($y=\sqrt{x}$), arrondi au nombre entier supérieur, étant entendu que y = le nombre de sites échantillonné et x = le nombre total de sites.

Audit de surveillance : la taille de l'échantillon annuel est la racine carrée du nombre total de sites multipliée par 0,6 ($y=0,6\sqrt{x}$), arrondie au nombre entier supérieur.

Audit de re-certification : la taille de l'échantillon est la même que pour un audit initial. Néanmoins, si le système de management a prouvé son efficacité au cours du cycle de certification, la taille de l'échantillon pourra être réduite à $y=0,8\sqrt{x}$, arrondie au nombre entier supérieur.

La fonction centrale doit être auditée durant la certification initiale, lors de chaque audit de re-certification et au moins une fois par année civile dans le cadre de la surveillance.

Dans les 2 cas (mono ou multi-sites) pour les audits de renouvellement, la maturité du système sera prise en compte, sans que les durées par étape soient inférieures à 1 journée + rapport pour l'étape 1 et 1 journée rapport compris pour les étapes 2 et 3.

4- Référentiel d'audit :

Les audits sont réalisés en prenant en compte les règles du présent programme, ainsi que les textes réglementaires suivants :

Code du Travail : généralités de la partie 4 et partie 2, et articles L et R 4461- 1 et suivants

Arrêté du 29/09/2017 relatif à la certification des entreprises réalisant des travaux hyperbares en mention A et D, ainsi que les entreprises de travail temporaire d'employant des travailleurs temporaires dans les mêmes mentions.

Textes complémentaires non codifiés touchant à la sécurité et santé au travail.



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



Grilles d'audit (transcription des exigences de l'arrêté certification) :

Note : dans les tableaux ci-dessous, « D » signifie « Documentaire » et « C » signifie « Chantier »

Entreprises de Travaux Hyperbares mention A ou D – Audit Documentaire :

Thèmes	Éléments à Auditer	Documentaire/ Chantier
--------	--------------------	---------------------------

Document unique d'évaluation des risques (DU-ERP)

	Modalités de mise à jour du DU-ERP risque hyperbare et risques associés	D
	Identification d'un plan d'action issu du DU-ERP	D
	Prise en compte du risque hyperbare dans le DU-ERP et prise en compte des accidents, incidents, pré-accidents pour actualiser le DUER et le modifier le cas échéant.	D
	Prise en compte dans le DU-ERP de la pénibilité liée au risque hyperbare	D

Manuel de sécurité hyperbare (MSH)

	Modalités de mise à jour du manuel de sécurité hyperbare	D
	Gestion d'un événement impromptu qui peut amener un scaphandrier à dépasser de 10 m maximum sa limite d'emploi (pour les classes I et II)	D
	Suivi du personnel avant et après une exposition hyperbare: – (1) information et conseils sur l'hygiène de vie – (2) procédure de surveillance des opérateurs – (3) information sur la nécessité de limiter les efforts physiques après la plongée – (4) information sur la nécessité de respecter les délais avant de prendre un aéronef	D



	<p>Procédures en situation normale élaborées par méthode de travail et qui comportent:</p> <ul style="list-style-type: none">–(1) le nombre et le rôle des travailleurs–(2) la liste des équipements de travail, moyens de protection collective et équipements de protection individuelle, mis à disposition des travailleurs (salariés ou intérimaires)–(3) les modalités d’enregistrement des paramètres environnementaux et d’exposition hyperbare (fiche sécurité)–(4) les tables de décompression à utiliser–(5) les moyens d’entrée et de sortie du milieu de travail	D + C
	<p>Procédures en situation dégradée élaborées par méthode de travail et qui comportent :</p> <ul style="list-style-type: none">–(1) le nombre et le rôle des travailleurs–(2) les modalités d’enregistrement des paramètres d’exposition hyperbare (fiche de sécurité)– (3) la conduite à tenir selon les cas de figure identifiés–(4) les moyens d’entrée et de sortie du milieu de travail	D + C
	<p>Procédures en situation secours élaborées par méthode de travail et qui comportent :</p> <ul style="list-style-type: none">– (1) le nombre et le rôle des travailleurs– (2) la liste des équipements de secours mis à disposition–(3) les modalités d’enregistrement des paramètres d’exposition hyperbare (fiche de sécurité et fiche accident)–(4) la conduite à tenir selon les cas de figure identifiés–(5) les moyens d’intervention de l’opérateur secours, ou d’autres personnes portant secours, et de sortie d’un travailleur inanimé	D + C
	<p>Durée des travaux hyperbares et gestion des travailleurs sur le chantier hyperbare (fiche de sécurité)</p>	D + C



	Limitation des travaux hyperbares en raison de la nature du milieu, de la température du milieu, du poids de l'outil utilisé.	D + C
	Modèle de fiche de sécurité	D

Notices de poste

	Présence des notices de poste et de leur mise à jour	D
--	--	---

Documents techniques relatifs au matériel et gaz respirables

	Liste (ou équivalent) des équipements de travail, moyens de protection collective et équipements de protection individuelle (équipements de tête, tenue, etc.)	D + C
	Documents traçant l'entretien de ces équipements	D
	Documents traçant l'analyse des gaz respirables produits par l'entreprise ou par un fournisseur	D

Désignation du conseiller à la prévention hyperbare (CPH)

	Qualification du CPH	D
	Activité du CPH, notamment : –(1) participation à l'évaluation des risques hyperbares –(2) analyse des accidents, incidents, pré-accidents	D
	Identification ou désignation du/des chefs d'opération hyperbare (COH)	D
	Cas du recours à une entreprise sous-traitante ou une entreprise de travail temporaire (ETT). Les points de contrôle suivants sont audités: –(1) recours à une entreprise certifiée et dont la certification est en cours de validité –(2) traitement de la coordination générale des mesures de prévention de l'entreprise et de celles de l'entreprise sous-traitante –(3) communication des consignes particulières et du manuel de sécurité hyperbare de l'entreprise responsable du lieu des travaux à l'entreprise sous-traitante	D + C



CERTIFICATION La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs

Qualification et actualisation des formations des travailleurs exposés au risque hyperbare

	Traçabilité du suivi médical de ces travailleurs	D
	Adéquation entre la qualification et l'aptitude médicale du travailleur et le poste occupé	D
	Tenue des supports permettant de tracer les expositions hyperbares	D

Divers

	Cohérence avec les Principes Généraux de Prévention ?	D + C
	Maîtrise de la Co-Activité avec Entreprise Utilisatrice	D + C
	Maîtrise de la Co-Activité avec les autres Entreprises Extérieures dont l'entreprise à connaissance	D + C

Ainsi que 5 dossiers de chantiers.

Entreprises de Travaux Hyperbares mention A ou D – Audit de Chantier :

Thèmes	Éléments à Auditer	Documentaire/ Chantier
--------	--------------------	---------------------------

Manuel de sécurité hyperbare

	Présence du manuel de sécurité hyperbare	C
	Procédures en situation normale élaborées par méthode de travail et qui comportent: – le nombre et le rôle des travailleurs – la liste des équipements de travail, moyens de protection collective et équipements de protection individuelle, mis à disposition des travailleurs (salariés ou intérimaires) – les modalités d'enregistrement des paramètres environnementaux et d'exposition hyperbare (fiche sécurité) – les tables de décompression à utiliser – les moyens d'entrée et de sortie du milieu de travail	D + C



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



	<p>Procédures en situation dégradée élaborées par méthode de travail et qui comportent :</p> <ul style="list-style-type: none">– le nombre et le rôle des travailleurs– les modalités d’enregistrement des paramètres d’exposition hyperbare (fiche de sécurité)– la conduite à tenir selon les cas de figure identifiés– les moyens d’entrée et de sortie du milieu de travail	D + C
	<p>Procédures en situation secours élaborées par méthode de travail et qui comportent:</p> <ul style="list-style-type: none">– le nombre et le rôle des travailleurs– la liste des équipements de secours mis à disposition– les modalités d’enregistrement des paramètres d’exposition hyperbare (fiche de sécurité et fiche accident)– la conduite à tenir selon les cas de figure identifiés– les moyens d’intervention de l’opérateur secours, ou d’autres personnes portant secours, et de sortie d’un travailleur inanimé	D + C
	<p>Durée des travaux hyperbares et gestion des travailleurs sur le chantier hyperbare (fiche de sécurité)</p>	D + C
	<p>Limitation des travaux hyperbares en raison de la nature du milieu, de la température du milieu, du poids de l’outil utilisé.</p>	D + C



CERTIFICATION La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs

Sous-Traitance et Intérimaires

	<p>Cas du recours à une entreprise sous-traitante ou une entreprise de travail temporaire (ETT). Les points de contrôle suivants sont audités :</p> <ul style="list-style-type: none">– recours à une entreprise certifiée et dont la certification est en cours de validité– traitement de la coordination générale des mesures de prévention de l'entreprise et de celles de l'entreprise sous-traitante– communication des consignes particulières et du manuel de sécurité hyperbare de l'entreprise responsable du lieu des travaux à l'entreprise sous-traitante	D + C
--	--	-------

Divers

	Cohérence avec les Principes Généraux de Prévention ?	D + C
	Maîtrise de la Co-Activité avec Entreprise Utilisatrice	D + C
	Maîtrise de la Co-Activité avec les autres Entreprises Extérieures dont l'entreprise à connaissance	D + C
	Présence du COH	C
	Présence d'un nombre suffisant de travailleurs qualifiés au regard du travail à réaliser, des paramètres environnementaux et des procédures établies dans le manuel de sécurité hyperbare	C
	Présence d'équipements de travail, de moyens de protection collective et d'équipements de protection individuelle en nombre suffisant au regard du nombre d'opérateurs et conformes aux procédures établies dans le manuel de sécurité hyperbare	C
	Présence de moyens d'entrée et de sortie du milieu de travail, adaptés à la configuration du chantier	C
	Qualité de l'équipement de l'opérateur secours	C
	Adéquation entre la qualification et l'aptitude médicale des travailleurs présents	C



CERTIFICATION La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs

	Application des procédures établies dans le manuel de sécurité hyperbare	C
	Si la production de gaz respirables est obtenue à l'aide d'un compresseur, vérification du positionnement de l'aspiration d'air frais	C
	ABSENCE DE RISQUE SIGNIFICATIF NON MAÎTRISE LORS DE L'AUDIT DE CHANTIER	C

Vérification de trois autres points faisant partie du manuel de sécurité hyperbare

	Point N°1 :	C
	Point N°2 :	C
	Point N°3 :	C

Ainsi que 5 dossiers de chantiers si non auditable en étape 1 (entreprise nouvellement créée ou trop peu de chantiers).



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



Entreprises de Travail Temporaire délégrant des travailleurs temporaires hyperbares mention A ou D :

Thèmes	Eléments à Auditer	Documentaire/ Chantier
--------	--------------------	---------------------------

Contenu du document unique d'évaluation des risques (DUER)

	Modalités de mise à jour du DUER risque hyperbare et risques associés	D
	Prise en compte du risque hyperbare dans le DUER et prise en compte des accidents, incidents, pré-accidents pour actualiser le DUER et le modifier le cas échéant.	D
	Prise en compte dans le DUER de la pénibilité liée au risque hyperbare	D

Qualification et actualisation des formations des travailleurs exposés au risque hyperbare

	Traçabilité du suivi médical de ces travailleurs	D
	Adéquation entre la qualification et l'aptitude médicale du travailleur et le poste occupé	D
	Tenue des supports permettant de tracer les expositions hyperbares	D
	Prise en compte des informations relatives aux travaux (profondeur, technique utilisée, gaz...) par l'entreprise de travail temporaire sur la base des informations transmises par l'entreprise utilisatrice.	D



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



5– Règles d’Audit :

5.1 Audit Initial :

Se référer à l’arrêté du 29/09/2017.

5.2 Audit de Reprise :

Le client était précédemment certifié par un autre organisme certificateur.

La démarche sera la même qu’en audit initial, mais AIO prendra en compte le résultat des audits réalisés par le précédent organisme, y compris les éventuelles Non Conformités non clôturées.

5.3 Audit de Surveillance :

Une fois l’entreprise certifiée, pendant la période de 48 mois couvrant la validité du certificat, des audits de surveillance sont programmés périodiquement.

Leur objectif est de vérifier, à travers un échantillonnage défini, que le client maintient son système de management en conformité avec les exigences des normes concernées.

5.4 Visite Spéciale :

En cas de non recevabilité ou non certification à l’issue d’une des étapes, une étape / visite est renouvelée dans un délai raisonnable pour permettre à l’entreprise de lever la ou les Non Conformités majeures identifiées. Cette visite pourra éventuellement être réalisée à distance. Ces visites sont facturées en supplément.

5.5 Audit de Renouvellement :

Deux mois environ avant l’expiration du certificat, un audit de l’ensemble du système de management du client, vis à vis de l’ensemble des clauses des référentiels concernées sera réalisé.

Sa durée sera déterminée par AIO lors du dernier audit de surveillance, à travers une analyse du déroulement du cycle d’audit s’achevant et en prenant en considération la maturité et l’efficacité du système de management du client... Cet audit sera la première étape du futur cycle de certification qui fera l’objet d’un nouveau chiffrage

5.6 Rapports d’audit :

Le rapport d’audit est transmis au client par voie électronique (PDF) à l’issue de la revue technique.

5.7 Décision de certification :

A l’issue de l’audit de certification, l’auditeur recommande (ou non, en cas de non-conformité) le client, pour la certification, auprès de AIO, organisme certificateur, dont la Direction prendra la décision de certification après revue technique du rapport. Si la décision est favorable, un certificat est émis et l’entreprise ajoutée à la liste disponible sur le site internet d’AIO. La date du certificat est égale ou postérieure à la date de la revue technique.

5.8 Personnes présentes lors des audits :

Les audits peuvent être réalisés par un ou plusieurs auditeurs, selon le choix de AIO, et en fonction de son dimensionnement, de sa planification, ou dans le cas de sites distincts.

Par ailleurs, certains observateurs peuvent s’ajouter à l’équipe d’audit (dans le cadre du système qualité de AIO).

Dans ce cas, la présence de cette (ces) personne(s) n’influencera en rien le déroulement ou le résultat de l’audit.



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



5.9 Constats d'Audit :

Points Positifs / Points forts :

Eléments devant être maintenus

Non-Conformité :

Une Non-Conformité (majeure ou mineure) suffit à ne pas recommander l'entreprise pour la certification en Etape 1.

Une Non-Conformité Majeure génère une suspension du certificat jusqu'à la visite de surveillance spéciale permettant de lever ladite conformité. Si une telle non-conformité n'est pas levée, le certificat sera retiré (voir conditions de retrait et de suspension dans le programme de certification)

Elle signe un dysfonctionnement concernant un ou plusieurs points prescrits par le référentiel ou un ou plusieurs risques, représentant une infraction directe à une exigence significative du référentiel, ou un risque significatif conduisant potentiellement à un handicap définitif ou à un décès.

La transmission/présentation de documents falsifiés ou non validés par les organismes émetteurs pendant l'audit génère de fait une NC Majeure.

Une NC Majeure nécessite une Visite de Surveillance Spéciale supplémentaire pour être levée, dans un délai compatible avec les échéances de certification ou de maintien de certification. Cette visite supplémentaire est facturée.

En cas d'écart susceptible de mettre directement en danger la santé ou la sécurité des travailleurs, notre procédure d'urgence sera mise en œuvre si les faits sont effectifs et persistent : émission d'une Non-Conformité Majeure, retrait du certificat et alerte de l'agent de contrôle de l'inspection du travail compétent. La Direction d'AIO Certification sera aussi immédiatement avertie.

Une Non-Conformité mineure (émise uniquement en visite de surveillance) signe un point mineur prescrits par le référentiel ou un ou plusieurs risques, représentant une infraction légère à une exigence du référentiel, ou un risque léger ne conduisant potentiellement pas à un handicap définitif ou à un décès.

Une telle non-conformité doit être levée lors de la visite suivante. A défaut, le certificat sera suspendu ou retiré (voir conditions de retrait et de suspension dans le programme de certification)

5.10 Durée de validité des certificats :

Dans le cas d'un certificat initial, la durée de validité est de 4 ans moins un jour à partir de la date de décision de certification (sauf si suspension ou retrait intermédiaire justifié).

Dans le cas d'un audit de reprise (entreprise précédemment certifiée par un autre organisme), le nouveau certificat AIO prendra en compte la date d'échéance du certificat précédent.

Dans le cas d'un audit de renouvellement, le nouveau certificat sera valable (sauf si suspension ou retrait intermédiaire justifié) jusqu'à la date du certificat précédent plus 4 ans.



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



6– Conditions générales chez AIO Certification :

Les conditions d'intervention du cabinet AIO sont reproduites ci-dessous.

Elles gèrent les relations entre LE CLIENT et AIO, sur lesquelles notre contrat est basé.

Le contrat engage le client à répondre en permanence aux exigences du programme de certification (sous peine de perdre celle-ci), incluant la mise en œuvre des changements éventuels du référentiel d'audit qui seront communiqués le cas échéant par AIO. Le programme de certification est disponible sur le site internet d'AIO Certification, ainsi que sur demande à contact@aiocertification.com.

1. AIO s'engage à affecter aux prestations le personnel salarié ou sous-traitant compétent dans les qualifications requises.
2. AIO garantit que les prestations réalisées sous sa responsabilité, au titre des missions, seront exécutés suivant les règles de l'art et en accord avec les documents contractuellement définis comme bases des prestations.
3. AIO s'engage à évaluer une demande éventuelle du client qui viserait à changer d'auditeur, et y donner suite si justifiée.
4. Lors de chaque audit, AIO expliquera clairement le rôle des acteurs présents.
5. La responsabilité d'AIO porte exclusivement sur l'exécution professionnellement correcte des prestations. Les parties conviennent qu'à ce sujet les obligations d'AIO sont des obligations de moyens, et qu'hormis la correction, dans des délais raisonnables, des erreurs reconnues fondées, AIO ne supportera aucune autre responsabilité contractuelle (notamment aucun engagement de résultat).
6. En particulier, toute responsabilité d'AIO est exclue pour les dommages directs et/ou indirects qui pourraient résulter pour le client de l'emploi ou de l'impossibilité d'emploi des prestations (analyses, audits, certifications, recommandations), ou du fait de toute erreur, négligence ou omission de la part de AIO.
7. AIO sera responsable des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus que ses préposés pourraient, de leur fait, causer directement au client à ses préposés ou à des tiers, à l'occasion de l'exécution des missions, à l'exclusion de tout préjudice indirect, et dans la limite fixée par notre assurance de responsabilité civile.
8. le client répondra directement des dommages matériels ou corporels que lui-même, ses préposés ou ses installations, pourraient causer à AIO, à l'occasion de l'exécution des prestations.
9. Le client mettra à disposition de AIO, et le cas échéant des organismes d'accréditation, toutes les informations, moyens et accès nécessaire à la réalisation des missions, ainsi qu'à l'obtention et au maintien de son accréditation. Entre autres la documentation et des enregistrements, l'accès au matériel, aux sites, aux zones, aux personnels et sous-traitants du client concernés...
De ce fait, le client autorisera les éventuels observateurs à participer aux audits dans le cadre de formations/qualifications ou de façon à leur permettre d'évaluer les prestations du personnel délégué par AIO.
10. Le client autorise AIO à publier les certificats délivrés.
11. Le client observera l'intégralité des règles édictées par AIO dans le programme de certification, pendant l'audit et après la certification, concernant notamment l'utilisation du logo d'AIO et du COFRAC
12. Le client informera au plus tôt AIO de toute modification significative pouvant impacter la conformité de son système de management vis à vis des normes concernées.
13. Le client, lors des audits, est responsable de la sécurité des auditeurs d'AIO. Ceux-ci pourront appliquer leur droit de retrait et arrêter l'audit de façon à se mettre en sécurité, s'ils constatent qu'ils sont exposés à un danger grave et imminent, ou toute défectuosité dans un dispositif de protection les exposant à un danger.



CERTIFICATION La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs

14. Le client signalera au plus tôt à AIO, toute infraction constatée à une exigence réglementaire ou contractuelle pouvant générer mise en demeure ou poursuites, si ladite infraction concerne l'un des éléments du système de management ou une prescription des normes concernées.

AIO pourra décider de rajouter une ou des visites d'audit (à la charge du client), permettant d'évaluer l'impact sur le système de management.

15. AIO pourra suspendre ou retirer les certificats en cas de manquement du client à lui déclarer dans les meilleurs délais les éléments décrits en 14 ou en cas de retard ou de défaut de règlement financier des prestations. AIO pourra aussi déclarer ces manquements aux autorités concernées.

16. Préalablement aux audits de reprise, le client s'engage à remettre à AIO une copie du précédent certificat délivré par l'ancien organisme de certification, ainsi que l'intégralité des rapports d'audit du dernier cycle triennal.

17. Le client s'engage à traiter toute plainte ou litige avec les autorités, les administrations, les clients, qui pourrait impacter le système de management certifié.

18. Si des plaintes ou des réclamations sont émises concernant le client, celui-ci s'engage, si leur analyse par AIO montre leur bien fondé, à respecter les règles concernant l'instruction des réclamations chez AIO, notamment :

- AIO demandera la mise en œuvre efficace d'action correctives et fixera un délai
- Suspendra le certificat tant que les actions correctives n'auront pas démontré leur efficacité
- Retirera le certificat si les actions correctives ne sont pas réalisées dans les délais fixés par AIO
- Retirera le certificat dans le cas de plaintes graves fondées (par exemple non-respect flagrant de la réglementation ou mise en danger de personnes...) ou lorsque la mise en œuvre d'actions correctives est impossible ou inappropriée.

19. Les certificats restent la propriété d'AIO durant toute leur durée de validité. En cas d'expiration ou de retrait du certificat, le client s'engage à détruire ceux en sa possession ainsi que les éventuelles copies (papier, électronique ou tout autre support). Dans ces cas, le client s'engage aussi à supprimer de ses moyens de communication (documents à en-tête, affichages, publicités, site internet ou intranet...) toute référence à la certification concernée.

Nous rappelons que la réglementation interdit à toute entreprise n'étant pas/plus certifiée de réaliser des interventions hyperbares en mention A et/ou D à partir du 1^{er} janvier 2020.

Il est interdit au client de souscrire un autre contrat de certification dans le même domaine/même portée, avec un autre organisme certificateur, tant que le présent contrat en cours n'est pas résilié conformément aux règles du § 27.

20. Conditions de règlement :

20.1 Les honoraires et frais afférents aux missions décrites dans le présent contrat sont exprimés Hors Taxes. Ils seront donc soumis à la TVA en vigueur au moment de la réalisation des missions.

20.2 Tous les règlements devront être réalisés en Euros par le client dans un délai maximum de 30 jours après la date d'émission de la facture. AIO pourra modifier ces règles en fonction de l'étude financière. Toute somme non réglée générera des pénalités financières. Les frais occasionnés par le recouvrement seront à la charge du client.

Conformément à l'article L 441.5 du code du commerce, les pénalités sont dues sans qu'un rappel soit nécessaire, applicables au taux de 10 % sans pouvoir être inférieures à 3 fois le taux d'intérêt légal, dès le premier jour qui suit l'échéance portée sur les factures.

Pour tout professionnel, en sus des indemnités de retard, toute somme y compris l'acompte, non payé à sa date d'exigibilité, produira de plein droit le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40 Euros due au titre des frais de recouvrement (art. 441.6 al 12 du code du commerce et D 441.5 ibidem).

Le client devra payer un montant égal à 10% du montant HT de la facture au titre de la clause pénale (art 1226 du code civil) en cas de non-paiement 8 jours après avoir été mis en demeure.

Par ailleurs, les certificats restant propriété d'AIO (cf § 19), en cas de non-paiement des prestations dans un délai raisonnable, AIO se réserve le droit de retirer le certificat et d'informer le ministère du travail et le COFRAC.

20.3 AIO se réserve le droit d'actualiser ses tarifs chaque année.



CERTIFICATION La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs

21. Conditions de report ou d'annulation de visite d'audit :

En cas d'annulation ou de report de tout ou partie de la mission, le paiement des prestations non réalisées sera exigé selon le barème suivant :

- moins de 15 jours avant la date programmée : 50 % des prestations non réalisées
- de 15 jours inclus à 30 jours inclus, avant la date programmée : 25 % des prestations non réalisées
- de 30 jours exclus à 45 jours inclus avant la date programmée : 10 % des prestations non réalisées
- Pour un délai d'annulation ou de report de tout ou partie de la mission de plus de 45 jours, la prestation sera intégralement due, mais reprogrammée gratuitement en fonction des disponibilités d'AIO.

22. Le personnel d'AIO et ses sous-traitants s'engagent à garder confidentielle (sauf accord du client), toute information émanant de celui-ci dans le cadre des audits et non connue d'AIO précédemment.

Lorsqu'AIO est tenu par la loi de communiquer des informations confidentielles, le client ou la personne concernée sera préalablement avisé des informations qui seront fournies, à moins que la loi ne l'interdise.

Les informations relatives au client obtenues par d'autres sources que le client lui-même (par exemple plaignant, autorités de réglementation) seront considérées comme confidentielles.

23. Le client s'engage à indemniser AIO pour toute perte subie ou toute plainte déposée à son encontre, résultant d'une utilisation impropre par le client de toute approbation ou licence accordée dans le cadre du présent contrat.

24. Le client s'engage à ne pas faire des déclarations sur la certification qui ne soient pas en cohérence avec la portée de la certification

25. Si le client fournit des copies de documents de certification à autrui, il doit les reproduire dans leur intégralité ou tel que spécifié par le programme de certification

26. Le client s'engage à conserver un enregistrement de toutes les réclamations dont il a eu connaissance concernant la conformité aux exigences de certification et mettre ces enregistrements à la disposition de l'organisme de certification sur demande, et

- 1) à prendre toute action appropriée en rapport avec ces réclamations et les imperfections constatées dans les produits qui ont des conséquences sur leur conformité aux exigences de la certification
- 2) à documenter les actions entreprises.

27. Résiliation

Le présent contrat reste en vigueur, sauf résiliation qui prend effet 30 jours après la notification écrite en recommandé avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties.

A la date de résiliation du présent contrat, la validité du certificat délivré par AIO cessera immédiatement et les certificats concernés seront détruits par le client.

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties, tous les honoraires et frais afférents aux missions préalablement réalisées restent dus.

28. Lorsqu'un manquement ou une omission par l'une des parties (concernant l'une des composantes du présent contrat) résulte d'un cas de force majeure habituellement reconnu par la jurisprudence et les tribunaux français, aucune plainte de peut être déposée par l'autre partie et ce contrat ne peut être rompu.

29. Ce contrat n'est pas transférable à un tiers sans accord écrit des parties.

30. Les documents, informations et/ou méthodologies utilisés dans le cycle d'audit sont propriété d'AIO. Leur diffusion/utilisation en dehors de l'entreprise auditée est strictement interdite en dehors du certificat. Et ceci, tout spécialement dans le cas où un membre du personnel de l'entreprise auditée ou une personne participant à l'audit pour le compte de la société auditée serait ou aurait été en lien avec une entreprise concurrente d'AIO dans le domaine de la certification hyperbare.

31. Le client s'engage à ne pas être certifié par plusieurs cabinets différents, dans le même cycle d'audit, pour le même référentiel. Il peut en revanche changer de certificateur en respectant les clauses de résiliation.



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



32. Le client s'engage à ne pas utiliser la certification de ses produits d'une façon qui puisse nuire à l'organisme de certification ni faire de déclaration sur la certification de ses produits que l'organisme de certification puisse considérer comme trompeuse ou non autorisée.

33. Le client s'engage à ne présenter/transmettre à AIO Certification aucun document faux ou falsifié.

34. Dans le cadre du processus de certification, AIO peut vérifier par tout moyen à sa convenance, la véracité et la validité des documents qui lui sont transmis/présentés lors des audits, notamment auprès des organismes ayant ou étant supposés avoir émis lesdits documents.

La découverte lors du processus de certification, de preuve que le client a transmis/présenté un document faux ou falsifié peut être une clause de résiliation immédiate, unilatérale et irréversible de résiliation du contrat par AIO, sans que rien ne soit dû par AIO au client. La décision sera le cas échéant prise par la Direction d'AIO. L'intégralité du coût des missions et frais préalablement réalisés devront être réglés ou seront réputés acquis dans le cas où un acompte suffisant aura été versé préalablement. AIO n'aura aucune responsabilité concernant les éventuelles poursuites qui seraient engagées par toute partie intéressée directement ou indirectement victime d'une falsification des documents.

35. Les droits et obligations des parties aux présentes sont régis par la loi française.

Les litiges éventuels seront traités par le tribunal de LYON - 69.

Néanmoins, avant de recourir à un arbitrage par les tribunaux, les parties s'engagent à rechercher autant que possible une solution à leurs différends dans le cadre d'une conciliation.

36. Les présentes conditions remplacent toutes les versions précédentes afférentes aux missions qui y sont décrites.

7– Accréditation COFRAC :

AIO Certification est accrédité par le COFRAC selon les exigences de la Norme ISO 17065 et celles du programme d'accréditation du COFRAC concerné.



Une notice d'utilisation des logos (AIO et COFRAC) est transmise avec les certificats. L'organisme certifié s'engage à en respecter les règles.

8– Plaintes et réclamations :

8.1 : A l'encontre d'AIO Certification

Les plaintes et réclamations doivent être formulées par écrit.

Soit par courrier recommandé à l'adresse postale suivante :

AIO Certification – 27 rue Maurice Flandin – 69003 LYON

Soit par courriel : contact@aiocertification.com



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



8.2 : A l'encontre du Client

Le client s'engage à conserver un enregistrement de toutes les réclamations dont il a eu connaissance concernant la conformité aux exigences de certification et mettre ces enregistrements à la disposition de l'organisme de certification sur demande, et

- 1) à prendre toute action appropriée en rapport avec ces réclamations et les imperfections constatées dans les produits qui ont des conséquences sur leur conformité aux exigences de la certification
- 2) à documenter les actions entreprises.

9– Sélection des auditeurs :

Les auditeurs intervenant pour AIO sont soigneusement sélectionnés vis-à-vis des Savoir – Savoir Faire – Savoir Etre.

Leurs compétences en technique d'audit, en réglementation dans le domaine de la Sécurité et de la Santé au Travail, et en hyperbarie sont vérifiées préalablement à leur qualification.

Leur maintien est vérifié lors de différentes étapes de supervision.

AIO certification garanti sa totale indépendance en dehors des présentes prestations, vis à vis de ce client. Il n'y a donc pas de conflit d'intérêt. Nous ne faisons notamment pas intervenir comme auditeur, de scaphandriers en activité susceptibles d'être intervenus dans les 2 dernières années ou d'intervenir dans votre entreprise, intérimaires ou non, de façon à maîtriser le risque de conflit d'intérêt présent ou futur éventuellement lié à cette configuration.

Le client peut demander à changer d'auditeur si les arguments qu'il présente sont déclarés recevables par la Direction d'AIO.

Langues d'audit :

La langue de base est le Français, pour les audits et les rapports.

Parmi l'équipe des auditeurs hyperbares d'AIO, des compétences sont identifiées, permettant de réaliser les audits en langue anglaise. Toutefois, les rapports seront fournis en Français.

10– Maîtrise du conflit d'intérêt et du respect des règles du programme de certification :

Les membres d'un comité d'éthique constitué (membres ayant un intérêt dans le domaine de la certification hyperbare), est consulté annuellement par la Direction d'AIO qui lui donne accès à ses dossiers de fonctionnement, de façon à s'assurer de l'absence de dysfonctionnement ou de dérive.



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



11– Utilisation des logos :

Le logo concerne votre système de management et ne peut être utilisé que dans ce contexte :

- L'utilisation de ce logo ne doit pas laisser supposer que AIO a approuvé un produit. De ce fait, il est interdit d'utiliser ce logo sur le produit lui-même ou sur son emballage.
- De même, ce logo ne doit pas être utilisé sur les rapports (de tests, de calibration, d'inspection, d'expertise, d'étude, ...) ou sur les certificats de conformité ; ces documents étant assimilés aux produits de l'entité certifiée.
- Ce logo ne doit pas laisser supposer que la certification s'applique à d'autres activités que celles définies dans le champ d'application et pour d'autres sites que ceux précisés sur votre certificat AIO.

Vous pouvez utiliser ces logos AIO sur votre papeterie, vos publicités, vos bâtiments, vos drapeaux, etc... Il peut être reproduit dans n'importe quelle couleur unie et dans n'importe quelle dimension tant qu'il reste lisible.

Ces logos peuvent aussi être utilisés sur la documentation technique (exemples : bordereau de livraison, fiche technique produit, manuel d'utilisation ou de maintenance, ...) à condition de ne laisser aucune ambiguïté sur le fait que seul le Système de Management est certifié, par exemple en accompagnant le logo du commentaire suivant « Système de Management certifié ».

Evolution du logo

Après avoir été informé par AIO d'une évolution du logo, vous êtes tenu de réactualiser, lors de leur réimpression, vos supports de communication intégrant ce logo. Dans l'intervalle et pendant un laps de temps raisonnable, votre société peut continuer à utiliser l'ancienne version du logo.

Usage inapproprié du logo

L'utilisation correcte du logo AIO est une obligation contractuelle et AIO contrôle cet usage lors des visites de surveillance et de renouvellement de votre certification.

AIO peut retirer un certificat si le logo est utilisé de manière incorrecte ou abusive en connaissance de cause ou par négligence et, en particulier, si cet usage inapproprié persiste après avoir été notifié.

Si le certificat AIO de votre organisation est échu ou retiré, vous devez immédiatement cesser d'utiliser, de diffuser ou de distribuer tout document ou toute fourniture portant le logo AIO. En cas d'utilisation du logo en de telles circonstances, AIO se verrait dans l'obligation d'intenter une action en justice.

Logo du COFRAC (concerne la certification pour les travaux Hyperbares)

L'utilisation du logo du COFRAC est STRICTEMENT INTERDITE aux clients d'AIO, en dehors de la copie des documents émis par AIO et sur lesquels figure ledit logo (ex : certificats, rapports...).



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



12– Modalités de transfert de la certification :

Chez AIO, le client peut à tout moment choisir de changer d'organisme Certificateur et demander un transfert, sans que des pénalités soient appliquées.

La seule contrainte est que toutes les factures dues aient été payées intégralement.

Le client doit informer AIO par lettre recommandée avec accusé de réception, en exprimant ses motifs, et en respectant les termes du contrat. La Direction d'AIO statuera sur les suites à donner.

Le client doit aussi informer AIO du futur organisme de certification choisi (et ses coordonnées postales et e-mail), afin qu'AIO puisse lui transférer, si accord favorable de la Direction :

- Le certificat en cours
- Le dernier rapport d'audit de certification, faisant apparaître le cas échéant les écarts en cours non soldés.

AIO annulera la certification dans le mois suivant la réception du courrier recommandé, de façon à laisser au futur organisme certificateur le temps de réaliser la « reprise » du certificat.

Le futur organisme de certification a la charge de prévenir par écrit AIO certification (contact@aiocertification.com) de l'émission d'un certificat de reprise, afin qu'AIO puisse retirer le certificat et qu'il n'existe pas 2 certificats en cours pour la même entreprise.

13– Reprise de certification :

Toute entreprise peut choisir de quitter son précédent organisme de certification et de passer commande à AIO.

Après réception de la commande, AIO réalisera une phase de recevabilité (Etape 0), en prenant en compte les informations suivantes, qui devront être fournies (format informatique de préférence) par le client et/ou le précédent organisme de certification :

- Preuve de résiliation du contrat avec le certificateur précédent
- Certificat en cours de validité.
- Preuve que le certificat a été délivré par un organisme de certification accrédité par le COFRAC
- Preuve que le dernier rapport d'audit de certification ne contient pas de non-conformités non soldées.
- Si le dernier rapport d'audit de certification comporte des non-conformités non soldées : leur traitement et son efficacité seront audités lors de notre audit dans votre entreprise, sauf si NC majeure auquel cas la preuve de traitement devra-t-être disponible avant de pouvoir déclarer la recevabilité et donc réaliser la reprise. Dans ce cas, une visite spéciale sur site pourra être nécessaire et facturée incluant les frais.

Si la recevabilité est prononcée, une lettre de recevabilité est envoyée au client, ainsi qu'un certificat de reprise. Le nom et l'adresse de l'entreprise sont ajoutés sur le site internet d'AIO.



CERTIFICATION

La certification à taille humaine, par des entrepreneurs, pour les entrepreneurs



14– Gestion des modifications/changements :

L'organisme certifié (client) s'engage à informer, sans délai, l'organisme de certification des changements qui peuvent avoir des conséquences sur sa capacité à se conformer aux exigences de la certification.

NOTE Exemples de changements :

- la propriété ou le statut juridique, commercial, et/ou organisationnel;
- l'organisation et la gestion (par exemple le personnel clé tel que les dirigeants, les décisionnaires ou les techniciens);
- les changements apportés au produit ou à la méthode de production;
- les coordonnées de la personne à contacter et les sites de production;
- les changements importants apportés au système de management de la qualité.
- ...

Le présent programme a été élaboré par la Direction d'AIO après consultation des parties intéressées, et validé par :

Jean-Marc FERRAND – Président – Le 2/4/2024

Visa J.-M. Ferrand.

Le présent programme annule et remplace toutes les procédures ou documents similaires antérieurs, portant sur les mêmes sujets.